

# **D**émocratie **S**piritualité

4-6, Place de Valois  
75001 – PARIS

Tél/Fax : 01 43 06 48 85  
e.mail : gilles.guillaud@9online.fr  
www.democratie-spiritualité.org

## **Lettre n° 54 d'Avril-Mai 2006**

### ***L'Agenda***

- **20 mars:20h Méditation intersensibilités : Jugement, discernement**
- **30 mai : 20h Réunion conviviale sur le thème de l'immigration**
- **12 juin :20h Méditation spirituelle intersensibilités sur le sens des vacances**
- **15 juin : 20h Philippe d'Iribarne nous parlera de son dernier livre qui nous aidera à comprendre les problèmes actuels de notre pays L'étrangeté française (Seuil)**
- **19 juin: 19h30 Conseil d'administration D&S**
- **29 juin :19h Rencontre des femmes chez Anne Guillot**
- **3 juillet 19h15Groupe des trois cultures chez Gérard Gigand**
- **9 et 10 septembre Séminaire d'été (voir la Lettre 54 bis)**
- **1<sup>er</sup>, 2 et 3 décembre La Politique au risque de la spiritualité Colloque LVN, D&D Poursuivre (Voir la Lettre 54 bis)**

### **La disparition de notre ami Pierre Lancrenon**

Jean Claude Devèze

Pierre a beaucoup compté dans ma vie, comme dans celle de ses nombreux amis. Depuis Ginette, Sainte Geneviève où nous préparions l'Agro, jusqu'à ce qu'on se retrouve ces dernières années à Démocratie et Spiritualité, ce fut un long compagnonnage, plein d'attentions et d'aides de sa part, comme par exemple les encouragements qu'il m'apportait dans mes travaux d'écriture.

Depuis la France Agricole au Chasseur Français, en passant par Viti-technique, Agrisept, Le nouvel agriculteur, il fut un journaliste passionné par son métier, proche des lecteurs, plein d'idées pour créer une rubrique ou pour lancer un nouveau journal, soucieux de l'éthique de son métier, de la fiabilité de ses informations, de la rigueur du raisonnement, du ton juste à adopter.

Pierre était un amoureux de la nature, observateur attentif du retour du chant des coucous au printemps ou de la place où une plante va se plaire, de la façon d'arroser une orchidée... Ses amis se rappelleront aussi des vendanges sur un balcon parisien ou de la création de la rose « armelle » dans son jardin de ST BRIAC.

C'est surtout ses qualités humaines qui ont frappé ceux qui l'ont approché, sa grande sensibilité, son esprit de finesse, son attention aux autres, et d'abord aux faibles. Il aimait pratiquer un humour plein de pudeur, pudeur qu'on retrouvait dans l'expression de sa foi. Il a toujours témoigné d'une grande liberté intérieure pour faire ses choix.

Face à ses nombreux soucis de santé, Pierre a toujours montré un grand courage, ne se plaignant jamais et cherchant avec perspicacité à trouver la façon de mieux se battre contre les maux dont il souffrait. Ce qui m'a le plus frappé dans nos dernières rencontres, c'est sa sérénité et son attention aux autres, à son visiteur comme à ceux qui le soignaient.

### ***Activités de l'association***

## « Dieu change en Paroisse »

Bernard Templier

C'est le titre d'un ouvrage d'Olivier Bobineau que D&S . accueillait ce 30 Mars

Dans cette volumineuse étude, l'auteur compare une paroisse de Mayenne : Saint-Yves-des-Monts, 9.500 habitants- 390 pratiquants, et une Paroisse de Bavière : Saint-Martin 5230 habitants-300 pratiquants.

Participait également à cette soirée, Monseigneur Michel Dubost, dont le Diocèse d'Evry-Corbeil est jumelé avec celui de Munich

Olivier Bobineau est un passionné, il parle avec enthousiasme des rencontres vécues avec quelques 700 paroissiens pendant les 4 années de 1998 à 2002 pour tenter de comprendre quelles réalités humaines, quelle vie spirituelle, il y a derrière la notion traditionnelle de Paroisse.

Olivier n'a heureusement pas commenté la collecte rigoureuse de ses matériaux sociologiques, mais il a voulu dégager une synthèse comparative de ces deux organismes très vivants : une Paroisse de Mayenne et une de Bavière, à l'aube du XXI ème Siècle

Synthèse qu'il décline en 3 dimensions :

- 1\_ Sociabilité
- 2\_ Gouvernance
- 3\_ Dialogie

I\_ Sociabilité : C'est le mode relationnel des pratiquants

Qu'il analyse sur une échelle d'intensité progressive

- . Ordinaire : Pratiquants qui « consomment » du religieux
  - Moins dociles que naguère
  - Bricolent une croyance à la carte
- . Occasionnelle : Liturgique ou associative
  - Forte participation aux sépultures
- . Militante : 1<sup>er</sup> Cercle : inspire et met en pratique les orientations pastorales
  - 2 ème Cercle : Mouvements d'Action Catholique et engagements humanitaires
  - 3 ème Cercle : Engagements locaux, y compris politiques
- . Institutionnelle ; Prêtres, Diares et Laïcs permanents
  - Articulation vie privée et action publique

A noter une différence fondamentale entre les mentalités Françaises et Allemandes :

- Français : Part d'une foi personnelle\_ JE\_ vers un engagement institutionnel
- Allemand : Part de la foi de la Communauté\_ NOUS\_ vers un engagement personnel

II\_ Gouvernement

Vers les années 70, on pronostiquait la disparition des Paroisses comme formule dépassée par la vie en réseaux moderne

A partir de 1990, on assiste à la renaissance de Communautés précises de fidèles, l'identité territoriale devenant secondaire.

La place des laïcs devient prépondérante

III Dialogie : Opposition (ou tension ) entre deux pôles

L'AGAPE : L'abandon à la Grâce, le don personnel, la dimension de la Passion et l'infini de l'Amour

L'INSTITUTION : Intramondaine ; L'Annonce aux nations

Traditionnelle : Transmission aux générations

Rationnelle : gestion des moyens matériels et humains

Et pour les Paroisses reste le vrai défi, le témoignage de la relation au Dieu vivant au-delà des formes traditionnelles et même des actes humanitaires.

Nota : Dans le Diocèse d'Evry-Corbeil (Essonne), dès 1983, la responsabilité Pastorale des Paroisses était confiée par l'Evêque à une équipe de laïcs élus accompagnés par un Prêtre

**Le week-end « Silence et action » de Grenoble**

**1<sup>er</sup> et 2 avril 2006**

## **Impressions d'un des organisateurs**

Philippe Lamour

Je rappellerai d'abord un présupposé de ce rassemblement. Le silence (intérieur et collectif) est racine de l'action.

Joël propose un temps silencieux de mise en situation suivi d'une présentation où les vingt trois participants eurent pour consigne de parler avec le « Je » et d'essayer de ne pas dépasser deux minutes, le gong étant manié avec délicatesse et humour par le « gardien du temps ».

Je retiens des multiples activités une grande cohérence, que ce soit dans les ateliers en groupe qui ont vu émerger des mots-clé et des questionnements concordants repris dans le débat qui suivit, le soir, la présentation du livre « Villeneuve de Grenoble , Paroles d'habitants ».

Même cohérence dans les deux ateliers du Dimanche. Noël proposa de partir comme matériaux d'écriture des mots-clé recensés ; Elisabeth, pour l'atelier « silence avant le geste et l'action » nous fit contempler en silence pendant 10 minutes un bouquet de pousses de saule avant de laisser en 2 minutes calames et pigments entrer en action. Dans les deux cas on put ressentir la tension créatrice du silence, loin de l'image de refuge douillet qui est souvent assimilée au mot silence.

J'ai apprécié que le débat sur la Villeneuve (dont Gilles nous propose une lecture) ait été à plusieurs voix car cela évite le risque du discours monocorde. L'apport de Marcel et son épouse impliqués tous deux dans la Ville Nouvelle de Marnes la Vallée m'a paru riche. Le débat mit en évidence une tension créatrice forte entre nos pratiques militantes traditionnelles et l'émergence de nouvelles pratiques déroutantes liant parfois de jeunes associations sportives à un islam radical ! Mais ne touche t'on pas là du doigt une des thématiques incontournables du colloque de décembre 2006 ?

## **Villeneuve de Grenoble, une expérience à plusieurs voix**

Gilles Guillaud

L'expérience de gens qui y ont habité. Danielle Thévenot, trente ans après, elle a mené une enquête auprès des habitants, Elisabeth Lamour , Paul Bron le directeur d'une « école de l'ouverture » C'était au temps de Dubedout, des Groupes d'action municipale, il y a trente ans une grande aventure, on voulait réinventer la ville en ces moments, donner un logement de qualité à chacun , mêler locataires et propriétaires, associer logements et équipements intégrés, créer une vie de quartier Confrontation entre élus, techniciens, professionnels, associations et futurs habitants. On avait 6000 demandeurs, on avait 15 ha, l'ancien aéroport de Grenoble et une équipe qui y croyait

Et on créa un parc superbe avec plans d'eau sur 13 hectares, les habitats regroupés dans des tours, Arlequin, Baladins , le quartier des Géants. Des criques et des falaises . « Ses circonvolutions font penser à une côte ventée » Un paquebot, « l'ambiance d'entreponts d'un navire » comme le dit ce superbe livre « Paroles d'habitants ».

Et on créa :

un centre de santé intégré donnant de l'importance à la prévention et à l'éducation sanitaire,  
une école, terrain d'apprentissages et d'éducation communautaire avec un collège expérimental fusionnant les filières organisant le tutorat faisant participer les élèves à la vie et à la gestion de leur établissement favorisant une coéducation avec les parents et acteurs de la vie de quartier,  
l'Espace 600 lieu de rencontres , de réunions conviviales, de création associative,  
des emplois commerciaux de proximité, des commerçants maintenant souvent disparus au profit d'une grande surface, mais aussi une zone franche urbaine.

Un enthousiasme et une réussite semble t'il. Alors pourquoi maintenant ce sentiment un peu désabusé de la part de ceux qui nous relatent l'expérience.

Il y a eu comme dans toute aventure humaine des difficultés des rapports pas toujours faciles entre professionnels , élus, éducation nationale, des raisons politiques aussi : après Dubedout il y eut Carignon, moins d'intérêt pour la Villeneuve.

Il y a aussi les problèmes actuels d'emploi, de clivages et de ségrégation sociale. 90 % d'élèves du collège

seraient actuellement des enfants d'immigrés.  
Comment serait conçu Villeneuve maintenant ?

Un sentiment de lassitude ou peut être d'inachevé ?  
Pourtant dans l'expression actuelle des habitants on retrouve des accents.

« Ce quartier a été tout d'abord l'exceptionnel terrain de jeu de mon enfance. Liberté est le mot qui s'impose à moi : la sensation de pouvoir grandir en liberté ».

« Je suis ici parce que j'y suis bien, que j'y ai beaucoup reçu ».

« De voir des gens continuer à y croire et y agir me fait chaud au cœur. Une question me reste : qu'est ce qui suscite autant d'impressions, d'expressions opposées sur la Villeneuve ».

Qu'en est il devenu de cette expérience ? Comment a-t-elle permis de progresser ? Comment a-t-elle réellement diffusé ?

Il s'agissait d'expérimentation, d'innovation avec toute l'utopie que cela représente. Mais une expérimentation ce n'est pas fait pour durer, c'est fait pour expérimenter des méthodes rechercher les invariants et ensuite pour ce qui est bon de les traduire pour qu'elles soient mises en œuvre dans des institutions.

Dans quelle mesure l'expérience de la Villeneuve a-t-elle favorisé au moment où elle a été lancée le mieux vivre ensemble, dans quelle mesure le permet elle actuellement ? Dans quelle mesure a-t-elle permis une évolution des institutions.

Ce sont des questions que l'on peut, que l'on doit se poser en tant que militants, animateurs de quartier.

Mais plus encore peut être la question qu'il faut se poser est :

Ne fallait il pas pour que se crée Villeneuve cet enthousiasme collectif, cette construction ensemble d'une ville, cette construction collective du sens.

A cette époque la création d'une ville et maintenant ?  
Par quels processus faut il passer ?

Quelle est la leçon de Villeneuve pour l'avenir ?

## ***Libres paroles :***

### **Une lettre de Geneviève Esmenjaud**

Merci à tous ceux qui travaillent pour préparer la rencontre de décembre.

Parce que je me sens participante au projet de D&S, j'ai lu la liste proposée des « terrains d'expérience » .  
Quelque chose me manque, que je situe ailleurs, mais, à mes yeux fonde ce travail : quelle anthropologie, quelle conception de la personne humaine ? Trop de sous-entendus sont à élucider.

Je ne parle que de ma propre expérience, ma vie personnelle, les aléas parfois risqués de mes 80 années de vie et ma vie d'enseignante de la méthode Vittoz (où j'ai toujours beaucoup à faire). Cette expérience est corroborée par l'intérêt de plus en plus vif de bien des contemporains pour les spiritualités orientales (peut être aussi des traditions amérindiennes) et surtout les moyens corporels proposés aux adeptes pour accéder non à une évasion du monde, mais à un état différent de silence intérieur pour une plus juste approche des personnes et des situations, un jugement libre et serein, l'élaboration d'une pensée ajustée au réel ainsi découvert, la conclusion dans un engagement de vie à la mesure des possibilités, selon le déroulement du temps.

Ce regard sur la complexité humaine, inséparable des expériences sensorielles, et leur force indubitable pour la conscience, nous le retrouvons dans la Bible, livre fondateur de l'Occident, la langue hébraïque où chaque lettre, chaque mot, renvoie à du concret (mais je parle d'après les autres car malheureusement je n'y ai pas accès). Ce regard sur l'humain, il est aussi dans l'Evangile, la façon dont Jésus, à la différence, choquante pour eux, des scribes et des pharisiens s'adresse aux personnes à partir de leur condition incarnée : « Les aveugles voient, les sourds entendent, les boiteux marchent... » et Jean, le grand mystique, commence ainsi : « cue nos yeux ont vu, ce que nos oreilles ont entendu, ce que nos mains ont touché... ».

Voici les fondements de l'être spirituel selon une tradition qui a nourri, peut nourrir encore notre société occidentale, si elle ne continue pas de s'édifier en « colosse aux pieds d'argile » ne trouvant recours que dans les transformations économiques, financières, technologiques, en négligeant le mouvement de conversion qui ramènerait chaque citoyen à de l'humain pleinement humain.

De quelle spiritualité parlons nous à D&S ? Comment se construit l'homme spirituel ?

Depuis des années je suis attachée à D&S avec reconnaissance, souvent émerveillée par la puissance et la subtilité de pensée de beaucoup, mais en même temps souvent gênée par cette faille que je viens d'oser énoncer.....

Si je parle ainsi c'est parce que j'ai mis si longtemps à accepter de reconnaître que cette condition charnelle qui nous rend vulnérables et craintifs est en même temps le lieu, la condition où se joue l'essentiel de la parfaite rencontre

En toute confiance et amitié ; bien à vous et bon courage pour l'aventure de décembre.

### **Changer d'état d'esprit**

*article paru dans Témoignage chrétien du jeudi 4 mai 2006*

Jean-Baptiste de Foucauld

Président de Démocratie & Spiritualité

Crise de régime ? Ce serait trop simple. Comme s'il s'agissait de renouer avec nos vieilles habitudes, dont nous avons peut-être la nostalgie. De tout changer en changeant de République. C'est à la fois moins grave et plus grave.

Nos institutions tiennent bien, trop bien. Elles sont comme abritées des mouvements de la société. En apesanteur. L'Exécutif est trop solide, trop stable, alors que la société va mal, et qu'il ne sait ni l'écouter, ni la conduire. Face aux défis sociaux que nous posent les nouvelles formes du développement économique, la France est en panne de leadership politique. Cette panne qui est aggravée par l'excès de puissance que les institutions confèrent à l'Exécutif. La régulation avec la société ne se fait plus.

Précisons ce diagnostic. La France est un pays difficile à gouverner, dynamique et conservateur, individualiste et étatiste. Elle a besoin qu'on lui donne du sens, que la classe politique s'engage fortement sur une voie claire. C'est cela qui manque aujourd'hui. Plus concrètement, il nous faut résoudre simultanément la question économique (prendre notre place dans la nouvelle donne mondiale) et la question sociale (lutter contre le chômage et l'exclusion, retrouver le plein emploi, tout en préservant une protection sociale de haut niveau). Or, nous ne voulons pas vraiment du libéralisme économique, avec sa dérégulation, car nous en voyons trop la violence et les injustices. Et nous ne sommes pas capables d'imiter les Scandinaves, avec leur consensus, leur civisme, leur sens des priorités. Du coup, nous flottons, en accumulant les mesures inefficaces et en important sans cohérence des ingrédients de l'un ou de l'autre ces deux systèmes, avec de gros effets de modes. Il y a pourtant une voie française à trouver, fondée sur un haut niveau de redistribution sociale, mais une redistribution orientée prioritairement vers l'initiative, l'emploi, la formation, la recherche, l'économie solidaire, ce qui suppose que les autres fonctions sociales, toujours tentées par un certain corporatisme, acceptent d'être bousculées par ce nouveau dynamisme. Il n'y a que 1,5 % à 2 % de surplus à distribuer chaque année, moitié moins que dans les années 60. Les droits sociaux automatiquement croissants, ce n'est plus possible. Il faut de nouvelles régulations. Il faut aussi que les désirs sollicités de toute part s'ajustent aux capacités disponibles. Or, l'offre politique ne cesse de promettre plus qu'elle ne peut tenir (moins d'impôts, mais plus de social !).

Pour résoudre tous les problèmes, il faut à la fois de la méthode et du charisme. Or nous manquons de l'un et de l'autre.

.Nous avons mal traité, collectivement, le choc du 21 avril 2002 : pour éviter le péril de l'extrême droite, qu'on sentait venir dès 1995 d'ailleurs, la gauche s'est ralliée à son adversaire du premier tour, sans négociation, comme un pis-aller. Et l'heureux bénéficiaire a gouverné comme s'il avait été élu dans les conditions habituelles, chef d'un camp. Ne fallait pas au contraire que l'un et l'autre des deux camps prennent l'initiative de gouverner autrement pour dialoguer, voire pour s'unir sur de gros enjeux, comme les retraites par exemple? Mais non, on a fait comme si le 22 avril était un accident fâcheux et évitable, sans voir ses causes profondes, liées au chômage. On a continué comme avant, alors qu'il fallait du neuf.

.Nous n'avons pas su donner leur place aux jeunes, c'est-à-dire à notre propre avenir. Après leur mobilisation de 2002, ce fût une étrange manière de remercier que d'interrompre le programme des emplois jeunes, de réduire les emplois aidés, et de laisser leur taux de chômage remonter ; on a préféré baisser l'impôt sur le revenu, avant de lancer, dans l'urgence, deux ans après, un plan de cohésion qui renoue, sans le dire avec les dispositifs antérieurs, sous des formes nouvelles que des acteurs ont évidemment mis du temps à s'approprier. Et que dire de la crise des banlieues de l'automne 2005 : elle montre une jeunesse en marge. Il eût fallu être inventif, lui parler, trouver

l'équivalent de ce que fût, en son temps la mission Nouvelle Calédonie.

.Notre relation avec l'Europe s'est dégradée. Là encore, pour ces fameuses baisses d'impôt, nous sommes sortis des clous du pacte de stabilité, donnant le mauvais exemple, ne cessant d'imputer à l'Europe tous nos maux, n'appliquant pas les bonnes recettes qu'elle nous propose (la "méthode ouverte de coordination" en matière d'emploi), ne sachant pas en parler clairement, invoquant à tout et à travers une Europe sociale mal définie. Pas étonnant, dans ce contexte d'incivisme européen, que le référendum ait été perdu !

.L'opinion publique n'est pas correctement traitée. Le vote des militants du PS sur l'Europe n'a pas été respecté par certains de ses plus éminents représentants. Deux défaites électorales n'ont en rien perturbé l'immobilisme de l'exécutif. Il a fallu l'échec du référendum de 2005 pour qu'un changement se produise. Suit alors l'affaire du CPE : instrument construit sans consultation, maintenu contre vents et marées, sans doute largement pour des raisons de compétition politique interne, puis abandonné après une crise inutile.

Comment sortir de ce qui est d'abord une crise spirituelle ?

Cela dépendra d'abord beaucoup de la qualité morale des personnes qui émergeront demain, de leur capacité de compréhension de la société, d'écoute et de dialogue avec elle, de leur faculté de cohérence, d'engagement dans la durée, de sens, de construction de repères, nécessaires pour réussir cette interaction de l'économique, du social et de l'écologique qui est notre défi le plus évident.

Cela doit être étayé par quelques réformes institutionnelles, devenues indispensables pour éviter de mettre des instruments trop forts entre des mains trop faibles :

- interdire à tout Premier ministre ou Ministre en poste à moins de deux ans de l'échéance présidentielle de se présenter à cette élection, afin de limiter cette concurrence politique insensée et d'assurer la séparation des fonctions entre le Président et le Gouvernement ;

- interdire aux membres des cabinets ministériels de devenir directeurs des administrations qui dépendent d'eux pendant ce même délai de deux ans, et nommer les hauts fonctionnaires selon des procédures transparentes, afin de mettre fin à la politisation de fait de la haute administration.

- poursuivre la limitation du cumul des mandats, notamment leur cumul dans le temps (pas plus de deux mandats consécutifs) ;

Il y a surtout besoin d'un autre état d'esprit, d'une autre culture pour faire vivre la démocratie, par l'éthique de la discussion, par la recherche en commun de sens de l'action collective. Par exemple, on devrait faire précéder toute grande décision ou mesure nouvelle d'un vrai débat avec la société civile, et pour cela, distinguer trois étapes : le débat avant décision, pour s'informer, communiquer et argumenter ; la définition des finalités, qui appartient au politique, ainsi mieux éclairé ; le choix des moyens, enfin, qui doit être délégué le plus possible aux acteurs économiques, sociaux, associatifs qui auront à les mettre en œuvre.

Relevons notre niveau d'exigence morale, améliorons nos modes de fonctionnement collectif. Cela aidera les acteurs politiques à donner ce que l'on attend: le meilleur d'eux-mêmes.

## **Un long fleuve de moins en moins tranquille : le contrat première embauche**

Gérard Gigand

Une chose m'impressionne dans les événements du CPE. Il s'agit d'une contradiction dont il faudrait voir si elle n'est qu'apparente.

Tout le monde semble dire : « Mais faut-il que le Premier ministre soit bête pour s'entêter à ce point ! »

La question que je me pose, est la suivante : « Dominique de Villepin est-il idiot à ce point ? Serait-il même arrivé à ce poste et d'autres postes d'ailleurs assez brillamment, si c'était le cas ? ».

Alors faisons crédit à cet homme au moins d'un peu d'égoïsme et faisons le pari théorique que son comportement actuel n'est pas dû à un manque de discernement personnel sur ses intérêts propres.

Ce crédit nous ouvre-t-il de nouvelles voies à explorer dans la compréhension de la situation ?

Regardons du côté de la démission possible et non intervenue encore au moment où j'écris ces lignes. J'émetts une hypothèse :

« Dès avant le lancement de ce chantier, du passage de cette loi au parlement dans les conditions que l'on sait, Dominique de Villepin était résolu à se retirer plutôt qu'à retirer cette loi pour le cas où il y aurait barrage ».

Cet énoncé rend-il beaucoup mieux compte du cours des événements ?

Tout politicien « normalement constitué » aurait retiré sa loi bien avant comme l'ont fait jadis, MM. Mitterrand, Juppé, Jospin et bien d'autres. Le Premier ministre est capable d'étudier l'histoire et d'avoir pris conscience de la pression terrible que la rue peut exercer quand les syndicats la caresse dans le sens du poil.

Alors pourquoi persiste-t-il ?

Toute personnalité ambitieuse ne se risque pas à contrarier le pays à quelques encablures d'une présidentielle. Là encore les exemples de compromission sont nombreux .

Alors pourquoi persiste-t-il ?

Tout tacticien politique évite de se retrouver isolé dans son propre parti en plus d'un isolement dans le pays tout entier s'il espère parvenir à quoi que ce soit dans la construction de son œuvre personnelle.

Alors pourquoi persiste-t-il ?

Tout personnage sincère, soucieuse de l'efficacité du pays évitera que le coût économique d'une telle perte d'énergie dans la protestation ne dépasse l'enjeu d'une loi dont on dit que finalement, elle ne changerait pas grand chose aux pratiques déjà établies.

Alors pourquoi persiste-t-il ?

Je ne vais pas à mon tour persister dans ma liste de questions. Néanmoins, à travers celles-ci, je prends conscience qu'il est difficile de croire que M. de Villepin soit incapable de se les être posées ou qu'à défaut, ses propres collègues, ses amis, sa famille même ne les lui aient pas posées ?

Qu'aurait-il d'autre en tête, qu'aurait-il à cœur ?

Passons « de l'autre côté », dans la rue. J'entends tel étudiant dire : « moi je ne veux ni du chômage, ni du CPE, ni d'un emploi précaire. Un père interrogé dit de même : « Moi, je ne veux pas que mes enfants vivent dans la précarité ». Un autre garçon des banlieues affirme devant une mère de famille de sa cité qui demandait la fin de la violence : « le gouvernement a fait passer cette loi de force. Comme il n'est pas démocratique, il est normal qu'on ne respecte pas la démocratie non plus ». Tel autre affirme qu'il peut y avoir négociation si le CPE est retiré, mais de quelle négociation s'agit-il si son objet n'existe plus ?

Et puis il y a le phénomène de foule physique mais aussi de foule « virtuelle » par la société de l'information et la connaissance des sondages. Au début, « on » est contre un texte qu'on a éventuellement étudié. Par la suite, on est contre parce que tout le monde est contre. L'argumentation du refus du CPE n'est plus liée depuis longtemps au texte en soi mais à une représentation insupportable qui se nourrit d'elle-même. Sinon comment expliquer la croissance du refus indexée à la croissance des effectifs de manifestants ? Le non engendre le non !

Dès que l'ultimatum « pas de négociation sans retrait total » a été lancé, les étudiants ne se sont pas rendu compte, par inexpérience politique mais surtout par inexpérience de la vie, qu'un « quitte ou double en abîme » était lancé. Passée la première semaine, le choix d'origine du Premier ministre était évident.

Quant aux syndicats ils ont fait gravement faux bond au pays et à leur propre vocation. Il y avait un rôle d'entremetteur pédagogique qu'ils étaient le mieux placés pour jouer entre les jeunes et les autorités pour mettre le gouvernement en contact avec son peuple, l'ouvrir à l'art plein de finesse de l'expression de la bienveillance. De même ils pouvaient saisir cette occasion pour initier les jeunes à la réalité du travail d'entreprise, à la non diabolisation marxiste du « patron », à une pratique démocratique de la protestation vis-à-vis de leurs pairs non grévistes. Leur autorité eut été immense et le gouvernement n'aurait pas pu camper sur ses positions ni même peut-être ne l'aurait-il voulu.

Mais la haine vis-à-vis des entités dirigeantes, surtout de droite mais pas seulement, les rivalités intersyndicales, les rivalités à l'intérieur des syndicats, une fossilisation historique et l'absence de travail de réflexion sur les besoins de l'homme font des syndicats une caisse de résonance de l'écho ambiant qu'ils réalimentent. Ils sont comme le bateau qui va à la même vitesse que le courant : le gouvernail est inopérant donc point de gouverner propre : le courant les « descend » tantôt dans l'axe du fleuve, tantôt piteusement en travers, lançant des clameurs à l'approche de chaque barrage.

J'aimerais pourtant bien que les syndicats me défendent ! Je suis responsable d'une petite entreprise. Si celle-ci ferme à la suite de problèmes trop graves, je n'ai pas droit au chômage ! J'aurai employé des personnes, rendu service à la société, j'aurai pris des responsabilités, me serait échiné pour que notre unité économique soit viable, mais je n'en resterais pas moins un « salaud de patron » pour qui le non-accès aux droits du chômage que je paye de surcroît (!), est une punition bien méritée.

Il est certain que cette situation de non-droit au chômage n'est pas de nature à encourager les plus jeunes à se lancer dans la responsabilité de la création d'emploi. On peut ainsi épiloguer en se désespérant sur la mauvaise réputation des entreprises, la diabolisation des patrons forcément exploités, sur l'ignorance du fait que le CPE sera fait ou défait par les petites entreprises sans syndicats et non par les grandes qui sont non seulement minoritaires en force de travail mais qui, par leur échelle, sont structurées différemment. On peut déplorer le

commentaire de ce haut responsable politique britannique dont la maîtrise du français lui a permis d'utiliser le terme de « nonisme » pour qualifier nos événements français : « non à tout changement », dit-il, « non à la Constitution, non à l'élargissement de l'Europe, non aux banlieues, non au CPE » et sa liste était plus longue. Il ajoutait : « En disant non tout le temps à tout, un pays n'a pas d'avenir ». Pour ceux qui disqualifient ce commentaire comme venant d'un Britannique, il faut savoir qu'il est partagé par l'ensemble de l'Europe.

La vie est de moins en moins un long fleuve tranquille mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de berges ou reposer.

J'aime mon pays d'une manière je crois, non nationaliste. Cette affection qui m'habite me conduit à « m'intégrer » moi-même dans ma propre critique. Je crois qu'en sous-jacence, le mal dont nous souffrons est celui du bouc émissaire. Où diable avons-nous chopé cet animal ? A quel moment de notre histoire ? Par quel assistanat prolongé nous sommes-nous enfermés dans le « refusionisme » ? Avons-nous plus souffert que les autres pays ou avons-nous été plus protégés ?

Je fais partie de ceux qui ont loupé leurs études ou que les études ont loupé, selon le point de vue d'où l'on se place. Tout ce que j'ai fait de très varié dans la vie, d'intellectuel et de manuel, je l'ai appris autodidactiquement ce qui ne veut pas dire seul mais en compagnie de « professeurs » que j'ai rencontrés en chemin. C'est un parcours laborieux, mais passionnant et surtout, libre ! Même les erreurs qui sont nombreuses sont « ma » propriété, que d'ailleurs personne ne me dispute ! L'autodidactie est au cœur de toutes les formations les plus poussées que ce soit vers les grandes écoles ou vers le grand art du travail manuel et personne ne peut faire de la récupération de cet état d'esprit.

La victime cherche à se défendre. Ma meilleure défense est celle du refus de l'état de victime.

Ce refus n'est pas à gagner sur les autres mais sur moi-même tant « l'instance de la plainte » est une procédure issue d'un choix et d'une habitude personnels.

Autour de cette affaire du CPE, il est certain que le gouvernement a fait de graves erreurs mais pas nécessairement sur les terrains qu'on lui reproche le plus. Le terrain pertinent me semble être celui de l'estime de soi. Il m'apparaît que toute pratique de responsabilité en démocratie doit favoriser la prise de conscience par les habitants d'un pays, de leur propre intelligence. Le déclenchement de manifestations et les violences qui l'accompagnent ne peuvent pas être vécus par les participants comme une valorisation d'eux-mêmes. Toute victoire sur le politique n'est à terme qu'un enfermement dans un état d'impuissance appelé sans cesse aux victorieux eux-mêmes et qui fait craindre la prochaine nécessité ressentie d'un nouveau soubresaut.

Bien gouverner doit signifier faciliter à chacun l'accès à sa propre gouverne.

Facile à dire ! Mais le dire est déjà un repérage des données du problème.

Les syndicats ont aussi commis une faute professionnelle en abandonnant complètement leur responsabilité de formation à la signification de « la pratique du contre-courant ».

Découvrir sa propre gouverne pour le pilotage de sa vie est crucial.

Découvrir son propre projet dans le choix de la résistance au courant de la plus grande pente est son pendant.

Par sa gouverne et l'application d'une énergie, le fait de rester géostationnaire par rapport aux berges est déjà une grande victoire de liberté intérieure. Remonter vers la source est l'étape suivante. Si le gouvernement se pense comme le vaisseau-amiral, il ne fera pas de l'assistanat générateur d'indignité mais facilitera dans le calme relatif de son propre sillage, la remontée du courant.

## **Quelques réflexions sur le thème Emigration-Intégration**

### **Contre l'esprit d'exclusion**

Gilles Guillaud

Immigration choisie, immigration subie, immigration jetable..... Comment aborder ce sujet, où chacun se sent porteur de la vérité

S'exprimer c'est s'exposer prendre le risque d'être classé, de se faire considérer comme ennemi.....comme étranger.

Arrêtons de considérer l'autre comme étranger.

**Arrêtons l'esprit d'exclusion.** Chacun doit dire et je dois dire, ce à quoi je crois, car c'est à cela que je crois.....

Par mon histoire par ma culture, je crois à l'immense importance du sujet..... que je l'aborde en chrétien..... que je l'aborde en citoyen

Oui le Christ l'a dit. La Samaritaine, rejetée par tous en Judée, au point de vouloir mourir, rencontre le Messie au bord du puits. Il lui demandera à boire. Il avait besoin d'elle. C'est cela qu'il a voulu lui dire. C'est cela qu'il a dit

**Etranger, toi devant moi, tu es mon frère** et j'ai besoin de toi tu as besoin de moi

Nous devons accueillir l'étranger

Ceux qui sont sans papiers, ceux qui ont des papiers ceux devenus français et ceux qui sont français, Les français, ceux qui sont au chômage, ceux qui ont un emploi et ceux qui réussissent, ceux qui ont peur aussi, et ceux que nous exploitons, médecins sous payés dans nos hôpitaux, alors que l'espérance de vie en Afrique est de 20 ans inférieure à ce qu'elle est chez nous.

Où est donc l'étranger ? Nous sommes tous étrangers

Suivant nos rencontres nous sommes plus sensibles à certains. Pensons aussi aux autres

En citoyen j'observe. Un retour en arrière chez nous: l'exode des campagnes, Bretons et Auvergnats immigrant vers Paris dans leurs petits métiers.

Industrialisation, capitalisme.....Germinal, l'immense coût humain pour que nous vivions mieux

Et maintenant la mondialisation.....**Le capitalisme est devenu mondial.** Les immigrés viennent de pays où il n'y a pas d'emploi et rêvent de pays dont on parle à la télévision. Ils rêvent jusqu'à quelquefois en mourir.

**Comment se fera le développement ? dans nos pays ? dans leurs pays ?**

Dans nos pays sûrement pas en consommant sans produire, en délocalisant

Dans leurs pays sûrement pas en choisissant pour nos besoins leurs gens les plus compétents.

Nos développements sont liés. Nous devons négocier, nous devons discuter

Nous devons négocier, nous devons réguler,

Des principes et des lois. En France nous devons négocier avant de produire des lois que nous réfuterions par la suite.

**L'éthique du débat ? Apprenons à discuter entre nous**

Mettons nous d'accord sur certains éléments. Trois d'entre eux pourraient peut être faire progressivement l'objet d'un consensus, sans rien figer, en sachant que suivant nos sensibilités certains mettent l'accent sur un point, d'autres sur l'autre

- Un nouvel équilibre entre regroupement familial et immigration professionnelle. L'importance relative des regroupements familiaux, semble vraiment trop grande. Mais l'on ne peut discuter sur un des thèmes sans discuter sur l'autre
- Pour l'immigration professionnelle des accords avec les pays d'origine, des contrats avec les migrants impliquant aides à la formation, aides à la réinstallation.
- Pour les regroupements familiaux une distinction claire entre déjà installés (la loi n'a pas de rétroactivité) et nouveaux installés. Pour eux il semble nécessaire d'envisager une sorte d'examen de citoyenneté pour leur faire connaître esprit et lois de notre république

A partir de là on verra en quoi il est nécessaire de légiférer. Mais la loi n'est pas tout et elle peut se changer dans une démocratie

L'immigration, un débat d'exclusion, un débat de passion. Arrêtons.

**Ce n'est pas par une précipitation politicienne ou par des occupations d'églises qu'on règlera la question.**

**mais en associant une démarche humaniste, certains diront spirituelle et une démarche politique pour une meilleure démocratie**

**L'Intendant et le Prophète**

Bernard Templier

Dans la Bible, les deux figures de l'Intendant et du Prophète apparaissent tour à tour sans être en opposition. L'Intendant est « le serviteur fidèle et avisé » St. Mat. 25-45 qui fait fructifier les talents reçus (et même en termes purement financiers !) On peut lui attribuer un rôle plus chargé d'humanité, politique au sens de la gestion du bien commun.

Le Prophète ne s'embarrasse pas de considérations de gestion sociale, il clame à temps et contretemps les grands principes, il prêche par l'exemple, paye de sa personne, l'intendance suivra.

Essayons de replacer nos personnages face au problème de l'Emigration.

### **I- Le bon Intendant se pose quelques questions du genre :**

1. Cette immigration est elle bénéfique pour les émigrés ?
- 2- Cette immigration est elle une chance pour la nation ?
- 3- Une immigration est elle possible, et à quelles conditions ?

*Point 1* L'immigration est bénéfique aux émigrés

Mettons à part les réfugiés politiques pour qui la sécurité prime toute autre considération

L'immigré « économique » va lui trouver solution à plusieurs problèmes :

- . Il ne va pas mourir de faim
- . Il peut être soigné, lui et sa famille
- . Ses enfants iront à l'école

Par contre, il subsiste 2 problèmes de taille :

- . L'absence de logements
- . La diminution des emplois non qualifiés

Accueillir un immigré sans lui procurer un logement et un travail est, soit de l'inconscience, soit de la malhonnêteté.

*Point 2* L'Immigration chance pour la Nation

Aspect économique : Ne pas raisonner uniquement avec nos 3 millions de chômeurs actuels, mais au moins à l'horizon 2015 . Cela veut dire aussi comprendre l'évolution de nos capacités dans une économie globalisée.

Aspect social : Que peut devenir le système social français d'ici 10 ans ?

*Point 3* Qu'est ce qui est possible ?

Le potentiel migratoire de l'Afrique est vertigineux, ils seront 1,3 à 1,4 milliards d'ici 2020 ou 2050, quant à l'Asie...

Nous voyons déjà que le modèle d'intégration français ne sait plus résoudre la question de la coexistence étroite de cultures différentes. Ce problème culturel devient plus important que celui de la capacité économique : l'identité nationale devient impuissante devant les ségrégations communautaires, territoriales ou ethniques.

### **II – Le Prophète**

Il rappelle que chaque vie est une histoire sacrée, que nous ne pouvons ignorer la misère de nos frères, que notre aisance actuelle, même menacée, peut être partagée

Que la terre appartient à tous et que nous disposons d'un patrimoine peut être mal utilisé

Que la particularité française n'est pas forcément le modèle mondial du futur

Le Prophète peut prêcher par l'exemple :

- . Apporter ses compétences en Afrique
- . Partager un foyer SONACOTRA
- . Accueillir chez lui (ou avec des amis) une famille et lui trouver du travail

Il serait malhonnête qu'il se contente « d'interpeller » les « Pouvoirs publics » sans se soucier de l'avis des autres citoyens : c'est eux qu'il faut convaincre de repenser notre mode d'existence avec les accents du cœur et non avec de faux arguments économiques.

Cependant cette voix doit résonner pour nous rappeler à l'essentiel.

### **III – Le courage de l'avenir**

Le défi que nous avons à relever n'est pas d'accueillir un nombre indéfini de migrants dans un contexte social qui aura disparu dans peu d'années.

Il nous faut rebâtir un vivre ensemble

\_ Où l'épanouissement de chaque homme prime sur la consommation

\_ Où un projet commun, à dimension nationale et européenne nous permet de jouer un rôle efficace dans la gestion humaine de cette Planète

si l'Evangile est sans ambiguïté sur notre attitude personnelle « J'étais un étranger, tu m'as accueilli », nous avons besoin d'une sérieuse impulsion de l'Esprit pour penser le quantitatif.

L'Esprit semble agir par prédilection sur les bonnes volontés rassemblées : au-delà des paroles symboliques, il nous faut conjuguer un faisceau d'innovations, d'actions solitaires et solidaires, de prises de risques, d'aventures irrationnelles et la sagesse des Justes.

Nous en avons les moyens

## **Immigration : le devoir d'hospitalité, propositions**

Paul Bron

Malgré les diverses politiques qui se sont mises en place depuis une trentaine d'années, à propos de l'entrée et du séjour des étrangers en France, l'immigration est restée constante depuis une quarantaine d'année

Cependant la démographie européenne laisse entrevoir un très fort besoin de main d'œuvre.

D'ici 2025, et cela malgré les gains de productivité et l'allongement de l'âge de la retraite, il y aurait besoin de plus de 20 millions de personnes supplémentaires en Europe pour conserver une population active et un niveau de vie identique.

Au-delà des projets de loi actuels cherchant à limiter l'entrée des étrangers et à rendre plus difficile leur séjour, les gouvernements devront, quoiqu'il arrive, en tenir compte et il est fort probable qu'après l'élection présidentielle en 2007, on assiste à une régularisation massive... tout simplement parce que le besoin de main d'œuvre immigrée notamment peu qualifiée sera devenue une nécessité. Ce qui relativise considérablement le principe de l'immigration « choisie » telle qu'elle est actuellement envisagée.

Ainsi au delà de l'aspect contextuel et très électoraliste de la loi sur l'immigration et l'intégration qui vient d'être présentée au Parlement, l'essentiel ne réside-t-il pas dans l'amélioration des dispositifs d'accueil et d'insertion plutôt que dans une hypothétique limitation des flux de migrants ?

C'est pourquoi sur la base d'une expérience de responsable d'une association d'accueil des étrangers depuis plus de dix ans, je me permets de formuler ces quelques propositions :

Il est nécessaire tout d'abord de changer le regard et les représentations de l'étranger qui est vécu actuellement uniquement comme un danger et un risque.

L'étranger en situation régulière n'est-il pas l'invité de la France qui lui offre l'hospitalité ?

Comment nous ré-approprier le concept et le sens de l'hospitalité afin de l'adapter à la situation actuelle de l'immigration en Europe et ré-interroger avec un nouveau regard les différentes étapes du parcours d'intégration d'une personne et d'une famille ?

Le souci d'hospitalité constituera le fil conducteur des quelques pistes de réflexion qui suivent.

### **- Renforcer la politique d'accueil des nouveaux étrangers.**

La formule du contrat d'accueil et d'intégration pour les étrangers « primo arrivants » mise en place depuis 3 ans et géré actuellement par l'Agence Nationale d'Accueil des Etrangers et des Migrations, est intéressante mais elle nécessite d'être renforcée pour permettre un réel apprentissage de la langue et des codes et valeurs de notre société : adapter et prolonger l'apprentissage du Français pour les étrangers illettrés, offrir systématiquement l'interprétariat nécessaire, permettre une réelle formation civique et surtout développer le soutien à l'insertion à l'emploi, préoccupation majeure des personnes.

Mais une telle offre éducative pourrait être élargie et proposée aussi aux autres étrangers volontaires ( ceux qui veulent approfondir, ceux qui étaient déjà arrivés il y a 3 ans...) considérés à tort comme déjà formés (comment, par qui ?). Une sorte d'école ou d'université interculturelle en quelque sorte, pourrait être expérimentée.

### **- Développer l'information et l'accès aux droits.**

Le parcours d'intégration d'un étranger est la plupart du temps, un réel parcours du combattant chargé de suspicions d'incertitudes de dépendances et de liens inextricables qui engagent simultanément plusieurs administrations et services. Entre les services publics qui dispensent une aide spécifique dans leur champ de compétence et les associations humanitaires qui pallient à l'urgence, il n'existe peu de structures indépendantes et professionnalisées en capacité d'apporter une information et un conseil dénouant cette complexité. Et cela non seulement à propos du droit des migrations (entrée et séjour) mais aussi des droits sociaux, des droits civiques et plus couramment du simple accès aux droits élémentaires et fondamentaux. L'Etat pourrait passer contrat avec plusieurs associations avec lesquelles il s'engagerait dans la durée, sur des missions précises et évaluées.

Il n'est pas certain que la nouvelle Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances, qui va remplacer la FASILD soit un projet à la hauteur de cette ambition. Cette mesure passée inaperçue le mois dernier, fait partie de la loi sur l'égalité des chances.

Il y a de réels besoin actuellement en terme d'accompagnement à l'accès aux droits concernant des publics tels que : les réfugiés statutaires par exemple, les mineurs étrangers, les migrants âgés ....

### **- Mieux accueillir les demandeurs d'asile**

La demande d'asile est un droit fondamental de la personne qui demande protection pour des raisons de persécution. Si ce champ était relativement équilibré tant que le législateur distinguait de droit et de fait, par la loi, les réfugiés, des autres étrangers (ordonnance de 1945 réglementant l'entrée et le séjour des étrangers, et loi relative à l'asile adoptée en 1952 suite à la convention de Genève), le passage à un code sur l'entrée et le séjour des étrangers et le droit d'asile a contribué à fabriquer un profil flottant et incertain.

Actuellement il existe un « flou artistique » sur la demande d'asile qui porte lourdement tort aux étrangers (seuls 15% obtiendront le statut de réfugié) : suspicion de faux sur la réalité de la demande d'asile et politique restrictive qui en découle : accueil réduit au minimum, logement pas toujours assuré car les Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile ne suffisent plus, interdiction de travailler, bref une situation souvent dramatique et qui provoque une souffrance mentale et psychique chez les personnes

D'une certaine façon ce statut « réinterprété » depuis 1952, introduit une suspension, une mise en attente, un provisoire qui rappelle une autre époque, celle des « travailleurs étrangers des années 60 ». Il transforme les conditions de la présence en un condensé de fragilisation déviant de l'objectif initial de protection.

Il s'agirait d'offrir des conditions d'accueil correctes pour les demandeurs d'asile : logement, interprétariat, soutien à l'accès aux droits, aide à la réalisation du récit de vie, allocation d'insertion, soutien médical et psychologique si besoin ...et de réouvrir le droit au travail des demandeurs d'asile pourtant inscrit dans la convention de Genève

### **-Permettre le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales.**

La limitation de ce droit apparaît aujourd'hui comme rétrograde. Tous les étrangers n'ont pas forcément vocation à devenir Français, mais tous contribuent à leur façon au développement local de leur territoire au même titre que les autres habitants. Permettre la réalisation d'un acte citoyen n'est-il pas un signe majeur d'intégration?

Si une telle mesure ne bouleversera pas le paysage politique du pays, elle pourrait avoir comme avantage supplémentaire de renvoyer un signe fort de reconnaissance aux jeunes enfants français de parents étrangers. A ce titre l'expérience de Grenoble est en tous points exemplaire.

### **-Ouvrir aux étrangers une partie des emplois de la fonction publique et des professions libérales.**

Actuellement 6 Millions d'emplois sont interdits aux étrangers. Nous constatons que certains emplois ne pourront pas être remplacés avec les départs à la retraite qui s'annoncent et que nous devons déjà faire appel à de la main d'oeuvre étrangère pour certains métiers. Mis à part, bien sur les domaines de la sûreté, de la défense nationale, de l'armée, pourquoi ne pas ouvrir une partie de ces emplois aux étrangers?

### **- Travailler sur l'apport positif de l'immigration et sur la mémoire des communautés**

Notre société d'accueil peut prendre le parti volontariste de valoriser l'apport de l'immigration et sa contribution au développement de la France. Nous avons vu récemment comme le sujet était encore brûlant donc nécessaire, à propos du débat provoqué par la question de « l'apport positif de la colonisation »

Nous pouvons engager une réappropriation collective et officielle de la mémoire des immigrations et des parcours d'exil. La création de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration en 2007 sera un premier pas mais il faudrait d'une part qu'elle engendre une dynamique et des initiatives régionales et d'autre part que les temples de la culture s'ouvrent à la diversité des cultures populaires.

### **- Réhabiliter le fait communautaire**

L'existence d'une communauté culturelle dans l'espace civique reste cataloguée inmanquablement comme dangereuse par notre esprit républicain. Pourtant, quoi de plus naturel et sain que de souhaiter se retrouver et se serrer les coudes. Une évolution éventuelle vers une forme de communautarisme serait constitutive d'un rejet, d'une exclusion qui viendrait d'abord du pays d'accueil.

Je ne vois pas d'incompatibilité de principe entre appartenance communautaire et appartenance nationale, au contraire ouvrir une réflexion intelligente sur un bon usage des « communautés » dans le processus d'intégration peut permettre de mieux prendre en compte des liens communautaires, ethniques et culturels, et accélérer le désir d'ouverture tout en freinant le développement de l'intégrisme religieux.

Enfin pour finir, **la question des « sans papiers »** constitue le principal défi de nos sociétés occidentales. Cette population est vraisemblablement appelée à s'accroître et nous savons très bien que ce n'est pas l'augmentation des reconduites à la frontière qui va le résoudre.

300 000 à 400 000 étrangers vivent actuellement en France sans statut : visiteurs et étudiants non repartis / déboutés du droit d'asile / clandestins arrivés par des filières mafieuses,

Une part, difficile à évaluer, de cette population de « sans papiers », est présente sur le marché du travail (avec des faux papiers ou travaillant au noir) où elle occupe, à la satisfaction de quelques entreprises et dans des conditions indignes, des emplois délaissés, dans l'attente d'une régularisation ultérieure. Ceux qui restent sans travail subsistent, difficilement, grâce aux solidarités communautaires et aux associations humanitaires.

A la fois parce qu'il y a une forte demande d'exil des pays pauvres vers les pays riches mais aussi parce que les politiques restrictives du séjour renvoient un certain nombre d'étrangers entrés régulièrement sur notre territoire, dans la clandestinité, la présence des sans papiers sur notre territoire est une réalité et sauf à mettre gravement en cause les principes de l'état de droit, cette immigration irrégulière ne pourra pas être véritablement endiguée.

Les « sans papiers » constituent maintenant, de fait, une « catégorie » d'étrangers à part entière qu'il faudra bien prendre en compte.

## ***Méditation spirituelle intersensibilités***

### **Le goût du bon de vie**

Les héros d'Homère, avant de s'exprimer disaient : cela je le sais selon mon cerveau (ma raison) selon mes entrailles (mes émotions). Savoir, saveur, doublet de mots pour dire la sagesse de la complexité humaine.

Et moi, je m'appuie sur le témoignage, la parole de l'autre qui me dit son vécu. Je m'appuie sur le ressenti éprouvé, selon le modèle de la digestion : comme cette nourriture, extérieure à moi-même disponible à tout autre, peu à peu va devenir moi, assimilée (rendue semblable) au plus intime de chaque cellule de mon énergie...

J'admire la sagesse instinctive de mon corps qui d'abord prit le temps de goûter, de savourer, sentir le bon ou rejeter, puis a ingéré et laissé faire la digestion et son discernement : ce qui se laisse transformer pour passer dans l'assimilation, et cela, inutilisable, qu'il faut éliminer sous peine d'en mourir. Et qu'en est il alors ? Bien être du rassasiement, restauration des forces, traces de bon goût, retour de l'appétit.

Il m'importe de transposer cette charnelle sagesse aux autres nourritures de ma vie : celle de l'amitié, de toutes les rencontres de ma vie ; prendre le temps d'en apprécier le goût ; pour oser ne pas ingérer, reconnaître les traces heureuses, les effets bienfaisants ou nocifs.

Avoir le même regard aussi sur l'environnement, pour être libre à bon escient de dire oui ou non, sans dépendance ou peur de déplaire, proposer aux autres ce mode de justesse, pour le bon choix et la reconnaissance à redire chaque soir, pour la journée reçue, la trace de bon goût

Geneviève

## ***Informations diverses***

- **Du 7 au 9 juillet à Lyon (Parc de la tête d'or) la 5<sup>ème</sup> édition des Dialogues en Humanité** nés en 2002 du Sommet mondial de Johannesburg, organisés par la Communauté urbaine de Lyon  
Changer notre regard pour réduire les fractures entre cultures générations, disciplines, entre le pensé et le senti à travers des Espaces de débat et de dialogue, Ateliers pratiques, Témoignages de vie  
**Cette année « Sous les arbres » Hommage au Continent Africain**  
Avec de grands témoins : **Wangari Maathai**, prix Nobel de la paix, **Aminata Traoré**, **René Depestre**, **Joseph Ki Zerbo**, **Pierre Rabhi**, **Wole Soyinka** prix Nobel de Littérature.....  
Si vous êtes intéressé je peux vous adresser par mail ([gilles.guillaud@9online.fr](mailto:gilles.guillaud@9online.fr)) le document de présentation
- 2-3-4 juin au Centre des Congrès de La Villette **2<sup>ème</sup> salon international des Initiatives de Paix**  
Contact 01 46 33 41 56 ; 06 30 59 17 52. [a.deharte@decennie.org](mailto:a.deharte@decennie.org)
- Du 8 au 16 juillet à Angreviers (sud Loire Atlantique) : **Université d'été de RECIT. Quels sont les fondamentaux d'une éducation citoyenne ?**  
Contact et préinscription [julie@recit.net](mailto:julie@recit.net) ou 06 67 05 58 95

- Du 17 au 22 juillet à Branguier (Aix en Provence) session du secteur spiritualité de la Vie Nouvelle : « Moi, nous et les autres. Expérimenter la spiritualité dans la Rencontre  
Contact Marie Geny 01 55 35 36 46 [communication@lvn.asso.fr](mailto:communication@lvn.asso.fr)
- Du 24 au 29 août à Melun session Vie Nouvelle. « Face aux réalités économiques : alternatives personalistes et citoyennes »  
Contact Marie Geny 01 55 35 36 46 [communication@lvn.asso.fr](mailto:communication@lvn.asso.fr)